

Didier Demazière, Maria-Teresa Pignoni, Chômeurs : du silence à la révolte. Sociologie d'une vie collective

Olivier Fillieule

Revue française de science politique, Année 2000, Volume 50, Numéro 2
p. 356 - 358

[Voir l'article en ligne](#)

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

gouvernementales, archives du FLN) permettront sans doute de donner d'autres éclairages, de poser de nouvelles questions ; il n'en reste pas moins que l'ouvrage de J.-P. Brunet est aujourd'hui la plus sérieuse analyse de cet épisode tragique de la guerre d'Algérie, une leçon de méthode sur l'utilisation et l'interprétation des archives, une lecture réussie d'un événement dont le poids de mémoire a parfois oblitéré la compréhension.

Nicole RACINE
Centre d'étude de la vie politique française
Fondation nationale des sciences politiques

DEMAZIÈRE (Didier), PIGNONI (Maria-Teresa) – *Chômeurs : du silence à la révolte. Sociologie d'une vie collective.* – Paris, Hachette Littératures, 1999. 261 p. (Forum)

La recherche en sciences sociales s'en est longtemps tenue à rapporter l'absence de mobilisation de chômeurs ces trente dernières années à des déterminants consubstantiels à l'expérience même du chômage, sans jamais se poser la question de ce qui, dans la structure sociale et politique, pouvait ou non favoriser de telles actions collectives¹. Il était tenu pour acquis que la pluralité des manières de vivre le chômage², la différenciation des effets de la perte d'emploi sur les rapports à soi³, l'expérience spécifique du chômage de longue durée⁴, constituaient autant d'explications suffisantes de l'apathie du chômeur⁵.

Sous l'effet de *l'irruption de l'histoire réelle*, avec l'émergence de mouvements structurés dans les années 1990, ces analyses ont subitement vieilli. On redécouvre alors les travaux d'historiens et c'est avec un bel entrain que journalistes, essayistes et sociologues cherchent à fournir une explication d'un si soudain réveil. Pourtant, une incursion dans cette masse de publications⁶ laisse insatisfait, les auteurs n'ayant visiblement pas, à de rares exceptions près,

1. Cf. cependant Th. Baudoin et al., « Mouvements de chômeurs et de précaires en France. La revendication d'un revenu garanti », Paris, ronéo, rapport MIRE, 1988 ; P. Bagguley, *From Protest to Acquiescence. Political Movements of the Unemployed*, Londres, Macmillan Education LTD, 1991, et O. Fillieule (dir.), *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993.

2. D. Schnapper, *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard, 1981 ; M. Jahoda, *Employment and Unemployment. A Social-Psychological Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982 ; D. Fryer, Ph. Ullah, *Unemployed People. Social and Psychological Perspectives*, Milton Keynes, Philadelphia, Open University Press, 1987 ; P. Burman, *Killing Time, Losing Ground. Experience of Unemployment*, Toronto, Thompson Educational Publications, 1990.

3. R. M. Cohn et al., *The Consequences of Unemployment on Evaluation of Self*, Ann Arbor, Department of Sociology, University of Michigan, 1977 ; H. Cucrowicz, *L'homme en lambeaux. Les effets du chômage consécutifs à un licenciement économique*, Lille, Lastrée, ronéo, 1981.

4. M. R. White, S. Mac Rae, *Young Adults and Long-Term Unemployment*, Londres, Policies Studies Institute, 1989 ; D. Demazière, « La négociation des Identités de chômeurs de longue durée », *Revue française de sociologie*, 33 (3), juillet-septembre 1992, p. 335-363.

5. Explication que l'on retrouve encore sous la plume de Serge Paugam dans un ouvrage récent : « Le chômage prolongé mène à un état d'apathie dans lequel les victimes n'utilisent même plus les rares occasions qui leur restent », dans S. Paugam, *La disqualification sociale*, Paris, PUF, 1991, p. VII.

6. Masse impressionnante s'il en fut, parmi laquelle on peut retenir, comme symptomatiques des différents types d'approches (et d'investissements), des récits journalistiques : M. A. Combesque, *Ça suffit ! Histoire du mouvement des chômeurs*, Paris, Plon, 1998 ; des essais : A. Touraine, *Comment sortir du libéralisme ?*, Paris, Fayard, 1999 ; P. Bourdieu, *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Liber, 1998 ; des analyses sociologiques : F. Royall, « Problems of Collective Action for the Associa-

tenu compte des impasses d'une analyse qui confond déterminants individuels et collectifs de l'action, analyse de situations subjectivement perçues et positions objectives dans la structure sociale.

C'est encore le cas avec le travail que Didier Demazière et Maria-Teresa Pignoni signent ensemble. Son sous-titre trahit l'ambition de l'ouvrage. C'est de la « sociologie d'une action collective » qu'il s'agit, le singulier renvoyant non à une mobilisation particulière mais à l'ensemble des mouvements de chômeurs, dans le temps et dans l'espace. Vaste ambition que les auteurs tentent de satisfaire par un découpage analytique de cet objet incertain. Le premier chapitre (« Les obstacles à la mobilisation collective ») résume, classiquement, le caractère démobilisateur du vécu du chômage et les effets des normes et règles qui en font un statut éclaté et dévalorisé. Le second chapitre (« Les racines de l'action collective ») offre une synthèse des travaux historiques consacrés aux mouvements de la fin du 19^e et de la première moitié du 20^e siècle, en France et dans quelques autres pays industrialisés. Le troisième chapitre (« Chômage de masse et diversité des mobilisations ») entend montrer comment la question du chômage a été ces vingt dernières années l'objet de reformulations permanentes pour déboucher sur la mise en avant des deux figures du demandeur d'emploi et de l'exclu. Dans le quatrième chapitre (« Les organisations de chômeurs »), les principales organisations actuellement actives font l'objet d'une recension à partir des différentes monographies qui leur ont été, ici ou là, consacrées. Enfin, un cinquième chapitre (« Les enjeux de l'action collective des chômeurs ») se veut plus prospectif et interroge les questions du droit à un revenu détaché du travail et du devenir de la société salariale, deux thèmes d'actualité qui font débat au sein des collectifs de chômeurs.

L'ouvrage offre une très utile synthèse au lecteur qui chercherait là soit des éléments factuels, soit un habile résumé de travaux antérieurs – dont ceux, bien entendu, des auteurs. Mais au-delà de cet apport, force est de constater que le livre propose une sociologie désincarnée et non située des mobilisations de chômeurs.

Le chômage, et particulièrement le chômage de longue durée, est un phénomène au caractère fortement sélectif et structurel, ce qui signifie que les individus sans travail ont plus de chance d'être issus des catégories les plus dénuées de pouvoir social. Le risque de perdre son emploi, mais aussi les chances d'en retrouver un, dépendent d'un ensemble de facteurs fortement liés (sexe, âge, capital culturel, origine sociale, lieu de résidence, etc.) et plus généralement des conditions de vie, des liens avec les autres et de l'histoire familiale. Les auteurs partent bien de ce constat préalable (chapitre II, p. 23 et suiv.) et l'on s'attend, dans la suite du texte, à ce que toujours les conditions de la mobilisation soient rapportées à cette diversité des statuts, des vécus, des ressources. Ce n'est pourtant pas le cas et la portée de la leçon du chapitre II est vite oubliée, les auteurs ne traitant plus du chômeur, mobilisé ou non, que sous les espèces d'une entité indivise, défaut commun aux analyses classiques des mouvements à faibles ressources. Le lecteur n'apprendra donc rien, par exemple, sur la manière dont la diversité des situations détermine la représentation des possibles et conditionne la probabilité du passage à l'acte ou de l'apathie¹, ou bien encore sur les degrés d'engagement des mobilisés, de la simple participation aux manifestations à la militance active.

tions of the Unemployed in France and Ireland », dans R. Edmundson (ed.), *The Political Context of Collective Action. Power, Argumentation and Democracy*, Londres, Routledge, 1997 ; Ch. Aguitton, D. Bensaïd, *Le retour de la question sociale. Le renouveau des mouvements sociaux en France*, Paris, Cahiers libres, 1997 ; S. Béroud, R. Mouriaux, M. Vakaloulis, *Le mouvement social en France. Essai de sociologie politique*, Paris, La Dispute, 1998 ; *L'année sociale*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1999, et des inclassables ailleurs : J.-M. Salmon, *Le désir de société. Des restaurants du cœur au mouvement des chômeurs*, Paris, La Découverte, 1998.

1. Alors même que « de nombreux entretiens » (p. 19) ont été réalisés avec des chômeurs non mobilisés. Pour une démonstration de l'intérêt de l'analyse comparée des mobilisés et des non mobilisés, on consultera avec profit le travail de Sophie Maurer (S. Maurer, « Action collective et ressources. Le cas de la mobilisation des chômeurs, décembre 1997-mars 1998 », mémoire pour le DEA de l'Institut d'études politiques de Paris, 1999). Sur l'intérêt d'une attention portée à la diversité de trajectoires de chômeurs et aux processus d'engagement comme produit des « destins sociaux », Cf. V. Cohen, « Logique d'affiliation et processus d'insertion au sein d'AC ! », communication aux journées d'études « Chômage et action collective », 30-31 mars 1999) à propos d'AC !

Du point de vue de la comparaison diachronique des mouvements, ensuite, l'absence d'analyse de la dimension sexuée des collectifs, de leur structuration par âge ou de la place relative des précaires ne contribue pas peu à rendre caduque l'approche historique dont se réclament les auteurs. Plus largement, le chapitre III, qui entend tenir compte du « rôle du contexte sociopolitique dans la construction des réactions au chômage, des engagements de chômeurs et de leur réception dans la société » (p. 95), est de ce point de vue décevant, qui s'en tient à l'exposé de l'évolution des politiques publiques de gestion du chômage et à la présentation des transformations des catégories de perception de la question de la pauvreté et de l'exclusion, sans en tirer d'ailleurs toutes les conséquences. Pour s'en tenir à un exemple, le constat du développement massif des statuts précaires ne débouche pas sur une mise en relation avec la composition sociographique des mouvements des années 1990, la nature de leurs revendications et leurs ressources stratégiques.

Au terme de la lecture, l'on reste bien démuni quant aux déterminants de l'émergence d'un mouvement de chômeurs en 1997. Les relations causales établies ici ou là sont généralement étayées par des démonstrations *post hoc*, quelquefois contradictoires. Par exemple, on lira ici que la massification du chômage et sa diversification ont contribué à l'élaboration d'un cadre d'injustice crédible dans les années 1990 (p. 17, p. 62-63), pour ailleurs apprendre que la publicisation du chômage renforce les stratégies individualisantes : « plus le chômage devient un phénomène public qui campe au centre de la société, plus il est déréalisé et renvoyé à une affaire privée et personnelle » (p. 50) et que, « si des mobilisations ont été possibles, cela ne tient pas à une perception moins dévalorisante du chômage et des chômeurs » (p. 92). Autant de contradictions que l'on imputera volontiers au recours plutôt relâché et pour tout dire métaphorique, à l'analyse des cadres d'injustice.

Au total, au-delà de ses indéniables qualités de synthèse et de présentation, l'ouvrage de D. Demazière et M. T. Pignoni illustre parfaitement la difficulté qu'il peut y avoir à concilier analyse savante et demande sociale, publication à chaud et travail sociologique.

Olivier FILLIEULE
CNRS

Centre de recherche et d'étude sociologiques appliquées à la Loire (CRESAL)